

Santé, retraite, service public : Macron tenté de reprendre son programme de réformes à zéro



Les conditions politiques et sociales ne vont pas permettre à Emmanuel Macron de poursuivre les réformes de structure, sauf à tout remettre à plat dans une logique libérale de responsabilité individuelle.

Avec Jean-Marc Sylvestre

Emmanuel Macron va tout arrêter et il aura raison. Sur la santé, l'éducation nationale, la formation professionnelle, l'assurance sociale et la retraite, la gouvernance française va se retrouver bloquée par une résistance qui s'oppose à tout changement. Les grèves à répétition, le désordre administratif, les manifs diverses et variées allant des gilets jaunes aux militants du climat empêchent le système démocratique français de fonctionner, c'est à dire de fabriquer un droit social fondé sur le compromis.

La logique qui a dominé le fonctionnement de la société française depuis 70 ans et qui était fondée sur le paritarisme s'est enrayée en libérant les protestations corporatistes, populistes ou même identitaires au détriment des objectifs de solidarité et de consensus. Ces dysfonctionnements ouvrent la voie à des mouvements extrémistes et autoritaires.

Cette situation est le résultat d'une usure des institutions politiques confrontées à la puissance des intérêts économiques et financiers internationaux et du coup, aux contraintes des marchés. La démocratie des marchés où le client consommateur et salarié vote tous les jours, est évidemment plus forte que la démocratie politique.

Ce système aurait pu continuer de fonctionner si on avait su protéger les contre-pouvoirs. Or, ces contre-pouvoirs ont craqué à tous les niveaux. Au niveau des salariés, des consommateurs et des épargnants. Ces contre-pouvoirs continuent de respirer dans les démocraties de l'Europe du nord, et encore, ils sont soumis à dure épreuve comme en Grande-Bretagne avec le Brexit.

La première des raisons de cette asphyxie réside dans la toute-puissance des administrations d'Etat. L'Etat en France est un Etat providence à tous les niveaux puisqu'il a pris en charge la protection des individus et du coup, il les a trop souvent déresponsabilisés. L'Etat décide de tout, contrôle tout sous le fallacieux prétexte de protéger les populations mais il organise du même coup l'asphyxie générale.

Depuis les années 1980, les différents gouvernements n'ont eu de cesse de réformer la société française pour la rendre capable d'affronter la modernité, la mondialisation, la concurrence et les technologies. Depuis Valéry Giscard d'Estaing qui a été confronté à la première des grandes mutations structurelles, la crise pétrolière, aucun président, aucun gouvernement n'est parvenu à terminer les chantiers de réforme. Les crises qui rendent intelligents et les instincts de survie ont permis de s'adapter tant bien que mal aux contraintes, mais le changement a toujours été freiné par le corporatisme. La logique du conflit l'a toujours emporté sur la logique du

compromis.

La dernière génération de responsables politiques emmenée par Emmanuel Macron n'a pas échappé à cette « malédiction qui empêche la réforme ». Emmanuel Macron pensait que l'heure était venue. Il avait des atouts, la jeunesse, l'expertise, la formation, la nécessité de vaincre le conservatisme et de l'argent. Jamais l'argent n'a couté si peu cher.

Ces atouts n'ont pas suffi. Pas même l'argent qui n'a permis que de calmer la colère des uns, d'en endormir d'autres, et en prime, d'enrichir ceux dont le métier aurait été de prendre des risques. Mais pourquoi en auraient-ils pris puisque l'argent est gratuit ?

Donc la France est bloquée. Et si les processus politiques ne permettent pas de la débloquer, le mieux serait de laisser jouer les mécanismes économiques. Ça ne serait ni honteux, ni insultant puisque ça reviendrait à rendre le pouvoir et la responsabilité à tous ceux qui ont abandonné leur pouvoir d'initiative à l'Etat ou aux administrations. C'est à dire en gros 60% minimum du corps social.

Sur le papier, c'est évidemment très simple.

Ça passe par une réduction du périmètre de l'Etat tout puissant avec ses seules fonctions régaliennes (justice, police, défense et régulation).

Ça passe par le jeu de la concurrence dans tous les autres domaines que les « régaliens », y compris dans les missions des services publics traditionnels qui gagneraient mécaniquement en efficacité.

Ça passe enfin par une séparation nette entre ce qui ressort de la logique de la solidarité et ce qui ressort de la logique de l'assurance. Cette frontière est politique. Elle revient à distinguer ce qui relève de l'intérêt collectif et ce qui relève de l'intérêt et de la responsabilité individuelle.

Dans le domaine de l'éducation, de la santé et des affaires sociales, il faudra bien en arriver un jour à reconnaître que la concurrence des prestataires de services ne peut qu'améliorer l'efficacité globale du système. Ce qui n'exonère pas l'Etat de fixer les règles et les normes, au contraire.

On sous-estime considérablement l'intérêt des systèmes et des logiques assurancielles dans la satisfaction des besoins. Christophe Colomb n'aurait jamais découvert l'Amérique et Magellan n'aurait jamais fait le tour du monde s'ils n'avaient pas inventé au préalable les systèmes d'assurance ou de mutualisation des risques. Ces découvertes immenses et les innovations qui ont changé le monde n'auraient pas été possibles si on s'était contentés du financement public des contribuables, c'est à dire de la solidarité des sujets.

Sans les sociétés d'assurance, ils seraient restés cloués au port à cause du seul « principe de précaution ».